

NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/PV.1239  
17 juin 1964

FRANCAIS

Trente et unième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA MILLE DEUX CENT TRENTE-NEUVIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le mercredi 17 juin 1964, à 10 h 30.

Président :

M. CORNER

(Nouvelle-Zélande)

- Examen des rapports annuels des autorités administrantes sur l'administration des territoires sous tutelle : situation dans le territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée : rapport du Comité de rédaction [point 4 a) de l'ordre du jour] (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document miméographié sous la cote T/SR.1239. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

64-13280

(60 p.)

## POINT 4 a) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES AUTORITES ADMINISTRANTES SUR L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE : SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINEE : RAPPORT DU COMITE DE REDACTION (T/L.1074) (suite)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous poursuivons l'examen de la situation dans le territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée. Nous examinerons en particulier le rapport du Comité de rédaction (T/L.1074).

Un certain nombre d'amendements aux conclusions et recommandations du Comité de rédaction ont été présentés par l'Union soviétique. Ces amendements ont été distribués sous la cote T/L.1075. Je vous propose d'examiner, paragraphe par paragraphe, le rapport du Comité de rédaction. Nous examinerons en même temps les amendements concernant chaque paragraphe, mais auparavant je vais donner la parole au représentant de l'Union soviétique qui désire présenter ses amendements et son projet de résolution figurant au document T/L.1076.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Au cours de la discussion générale sur la situation dans le territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et du Papua, la délégation soviétique a déjà exposé son opinion sur la question et a présenté diverses considérations et propositions concernant l'avenir de ce territoire.

Conformément à notre position, nous avons soumis hier au Conseil de tutelle un projet de résolution qui figure au document T/L.1076.

Comme vous le constaterez, ce projet de résolution est absolument conforme aux dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux; ce projet de résolution vise même à mettre en oeuvre cette Déclaration.

Le projet de résolution que vous avez sous les yeux se passe d'explications. Dans son préambule, il constate le fait que le Conseil a examiné le rapport de l'autorité administrante sur l'administration du territoire de la Nouvelle-Guinée pour l'année 1962/1963 et a également entendu les déclarations des représentants de l'autorité administrante qui ont exposé la situation dans ce territoire. Notre projet note également que le Conseil s'est inspiré des dispositions de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux énoncées dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

M. Fotine (URSS)

Le préambule de notre projet note également avec regret que l'autorité administrante n'a pas pris jusqu'ici les mesures nécessaires pour transférer tous pouvoirs au peuple du territoire conformément au paragraphe 5 de la résolution 1514 (XV). Cela, vous l'avez tous constaté, a été clairement montré au cours des débats.

Enfin, le préambule note également que les pouvoirs de la Chambre d'assemblée du Papua et de la Nouvelle-Guinée sont extrêmement limités et que l'autorité administrante détient encore tous les pouvoirs législatifs et exécutifs dans le territoire, car ce n'est pas la Chambre qui approuve en fait toutes les mesures. Toutes les mesures exécutives sont en réalité approuvées à Canberra.

M. Fotine (URSS)

Pour ces raisons, la délégation soviétique vous propose d'approuver le projet de résolution qui comprend notamment les clauses suivantes :

"1. Confirme le droit imprescriptible du peuple du Papua et de la Nouvelle-Guinée à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

"2. Invite l'Autorité administrante à appliquer les dispositions de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale au Papua et en Nouvelle-Guinée le plus tôt possible, et en tout cas avant le vingtième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies;

"3. Engage notamment l'Autorité administrante à prendre d'urgence des mesures pour transférer dans le Territoire tous pouvoirs législatifs à la Chambre d'assemblée et pour abroger les dispositions discriminatoires des ordonnances électorales, qui prévoient l'attribution à des Australiens de sièges spéciaux et de sièges de membres fonctionnaires à la Chambre d'assemblée; (T/1.1076)

Je n'ai pas l'intention d'insister car, au cours des débats, notre délégation et d'autres ont souligné que, bien qu'un organe législatif ait été institué dans le Territoire, il n'a pas encore obtenu la plénitude des pouvoirs qui lui permettrait de remplir entièrement sa tâche et de jouir de ses prérogatives.

Durant la discussion, comme on le sait, les représentants de l'Autorité administrante et de certaines puissances coloniales ont affirmé que le moment n'était pas encore venu pour accorder au peuple du Papua et de la Nouvelle-Guinée l'autonomie et l'indépendance car, ont-ils dit, ce Territoire sous tutelle est très en retard dans son développement économique. Selon eux, aussi longtemps que certaines conditions d'ordre économique ne sont pas remplies, il sera impossible d'envisager l'octroi de l'autonomie politique à ce Territoire.

Je ne me propose pas de discuter cette question à fond maintenant car nous avons eu l'occasion d'exprimer notre opinion à cet égard au cours du débat. Néanmoins, je tiens à rappeler que de telles affirmations sont en contradiction flagrante avec la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le paragraphe 3 de la résolution 1514 (XV), qui contient cette Déclaration, approuvée par l'Assemblée générale le 14 décembre 1960, est ainsi conçu :



M. Fotine (URSS)

"Le manque de préparation dans les domaines politique, économique ou social ou dans celui de l'enseignement ne doit jamais être pris comme prétexte pour retarder l'indépendance."

Le paragraphe 5 de cette Déclaration stipule :

"Des mesures immédiates seront prises, dans les territoires sous tutelle, les territoires non autonomes et tous autres territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, pour transférer tous pouvoirs aux peuples de ces territoires, sans aucune condition ni réserve, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, sans aucune distinction de race, de croyance ou de couleur, afin de leur permettre de jouir d'une indépendance et d'une liberté complètes."

Ces dispositions de la Déclaration déterminent d'une manière très nette la voie que le Conseil de tutelle doit suivre dans l'examen de la situation dans le Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Si l'Autorité administrante et certaines puissances coloniales qui aiment dire, ici et dans d'autres organes des Nations Unies, qu'elles sont prêtes à tenir compte des vœux des populations, sont sincères à cet égard, le projet de résolution présenté par la délégation de l'Union soviétique ne devrait pas soulever d'objections de leur part et, en fait, elles devraient l'approuver. Ce projet de résolution répond à toutes les exigences de la Déclaration et à toutes les décisions des Nations Unies en la matière car il a pour but de mettre fin, aussi rapidement que possible, au système colonial et d'octroyer à tous les peuples des territoires non encore indépendants, quel que soit l'endroit de la terre où ils se trouvent et quel que soit aussi leur niveau de développement économique et social, l'autonomie et l'indépendance.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je propose que le Conseil de tutelle prenne tout d'abord le projet de conclusions et recommandations contenues dans le document T/L.1074, avec les amendements qui y sont proposés, et que le Conseil passe ensuite au projet de résolution contenu dans le document T/L.1076. S'il n'y a pas d'objections à cette procédure, je prie les membres du Conseil à se référer à l'annexe au document T/L.1074, section II, "Progrès politique".

Le Président

A ce sujet, il y a une proposition d'amendement au paragraphe 1 du document T/L.1074, tendant à insérer un nouveau paragraphe après le titre : "Progrès politique".

Y a-t-il des observations au sujet de cette procédure?

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne le premier amendement, j'ai remarqué que le représentant de l'Union soviétique a omis de mentionner l'accord de tutelle dans la citation qu'il a faite. Par exemple, il a dit :

"Le Conseil estime que, dans le Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée, l'Autorité administrante doit fonder son action sur les dispositions de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples..." (T/L.1075)

Il est évident que lorsque nous discutons d'un territoire qui dépend d'un accord international, il est nécessaire de tenir compte de cet accord. Je me demande si cette omission est involontaire et si le représentant de l'Union soviétique serait disposé à accepter ce léger amendement.

Si le Conseil le désire, je continuerai à examiner les amendements; mais si nous devons les prendre l'un après l'autre, je me réserve le droit de reprendre la parole par la suite.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation de l'Union soviétique n'a aucune objection à l'amendement proposé par la représentante du Libéria.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La représentante du Libéria voudrait-elle formuler exactement cet amendement?

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Le texte devrait comprendre les mots "Accord de tutelle" après les mots "... fonder son action sur les dispositions de..."

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La représentante du Libéria a proposé un amendement qui a été accepté par le représentant de l'Union soviétique.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je vous prie de m'excuser, Monsieur le Président, de la rapidité avec laquelle j'ai accepté cet amendement car je n'ai pas tout d'abord tenu compte de l'ordre dans lequel les mots en question devaient être insérés dans le texte. La délégation soviétique estime qu'il serait plus logique de les insérer après les mots "... de la Charte des Nations Unies...", puisque la Charte est un document de

M. Fotine (URSS)

caractère général et qui vise tous les territoires sous tutelle. Cette addition étant insérée dans l'ordre que je viens d'indiquer, la délégation soviétique n'élèverait aucune objection contre l'amendement du Libéria.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Oui, cela est tout à fait juste.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La représentante du Libéria a proposé un amendement qui vient d'être accepté par le représentant de l'Union soviétique. En conséquence, les premières lignes du paragraphe 1 du document T/L.1075 doivent se lire de la façon suivante :

"Le Conseil estime que, dans le Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée, l'Autorité administrante doit fonder son action sur les dispositions de la Charte des Nations Unies, de l'Accord de tutelle et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolution 1514 (XV))".

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : le Conseil de tutelle est, bien entendu, fondé sur la Charte des Nations Unies et comme la représentante du Libéria l'a dit la Charte des Nations Unies et l'Accord de tutelle - auxquels, je voudrais le rappeler au Conseil, l'Australie a volontairement adhéré lorsqu'elle a placé son ancien Territoire sous mandat de la Nouvelle-Guinée sous le régime de la tutelle - sont les documents de base sur lesquels notre Conseil poursuit ses travaux. Ces documents sont également ceux qui définissent les responsabilités de l'Autorité administrante, dans le cas présent l'Australie, en ce qui concerne le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée. Ma délégation estime donc que toute mention de cette nature - sans parler du fond de la résolution 1514 (XV) - doit être limitée à une référence à la Charte et à l'Accord de tutelle.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je vous prie de m'excuser de prendre la parole de nouveau pour défendre l'amendement de l'Union soviétique. Je ne puis être d'accord avec le représentant de l'Australie. Je crois pouvoir conclure de son intervention que la

M. Fotine (URSS)

Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ne constitue pas un document fondamental en ce qui concerne le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée. La délégation de l'Union soviétique a déjà eu l'occasion de citer le paragraphe 5 de la Déclaration et, comme nous l'avons dit, ce paragraphe traite tout d'abord des "territoires sous tutelle". Ce paragraphe dit en effet que "les mesures immédiates seront prises dans les territoires sous tutelle ...", ce sont les territoires sous tutelle qui sont nommés les premiers, "... pour transférer tout pouvoir aux peuples de ces territoires...".

A maintes reprises, après l'abstention de l'Australie au cours du vote sur la Déclaration à la quinzième session de l'Assemblée générale, les représentants de l'Australie ont déclaré que les effets de cette Déclaration s'étendaient au Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'objections, je mettrai aux voix l'amendement proposé au paragraphe 1 du document T/L.1075.

Par 4 voix contre 2, avec une abstention, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous en venons maintenant au document T/L.1074. Deux amendements sont proposés au paragraphe 1 et nous les étudierons séparément. Le premier amendement propose de supprimer, à la première ligne, les mots "avec approbation".

Par 7 voix contre une, l'amendement est rejeté.



Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le second amendement proposé au paragraphe 1 consiste à supprimer les mots "conformément aux recommandations qu'il a faites précédemment à l'Autorité administrante". Y a-t-il une observation à propos de cet amendement?

M. FOPINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : L'amendement proposé par la délégation de l'Union soviétique est entièrement justifié et, à cet égard, je voudrais attirer l'attention du Conseil sur la recommandation de la trentième session du Conseil de tutelle. A cette époque, le Conseil a examiné le progrès politique du territoire de la Nouvelle-Guinée et a déclaré "qu'il prend note que cette Assemblée législative aura tous les pouvoirs législatifs concernant le territoire". Je souligne "tous les pouvoirs législatifs"; il ne s'agit pas de certains pouvoirs, mais il s'agit de tous les pouvoirs législatifs. La délégation soviétique a déjà établi que les pouvoirs de la Chambre d'assemblée, malgré la recommandation dont je viens de donner lecture, seront très limités. Je voudrais rappeler ce que le représentant de l'Union soviétique a dit le 28 mai 1964 au Conseil de tutelle :

"... les représentants de l'Australie... ont reconnu que les pouvoirs de la Chambre d'assemblée étaient très limités et que le gouverneur général et le Gouvernement de Canberra, conformément à la loi australienne, avaient maintenu leur contrôle sur les territoires et avaient conservé le droit d'opposer un veto à toute loi adoptée par la Chambre d'assemblée."

(1230ème séance, p. 23)

Telle est la situation. Il existe un droit de veto auquel on ne peut échapper. Les autorités australiennes conservent ce droit de veto et il est naturel que, dans ces conditions, même les pouvoirs législatifs limités donnés à la Chambre d'assemblée n'aient guère de sens.

En ce qui concerne notre amendement, la présence dans le texte de ces mots "conformément aux recommandations qu'il a faites précédemment à l'Autorité administrante", est absolument contraire au texte même des recommandations et serait incompatible avec les recommandations que je viens de citer.

M. McCarthy (Australie) (interprétation de l'anglais) : J'ai expliqué, et le représentant spécial a également expliqué à cette session du Conseil la situation à l'égard des pouvoirs donnés au gouverneur général de l'Australie en ce qui concerne les lois adoptées par la Chambre d'assemblée. Ces pouvoirs, en fait, n'abrogent pas pratiquement les très larges mesures d'autonomie législative que possède cette Chambre d'assemblée. Aux termes de la législation fondamentale australienne, comme je l'ai expliqué il est nécessaire que certains pouvoirs demeurent encore entre les mains du Parlement australien, pour des raisons diverses et très bonnes, y compris le fait que c'est le Gouvernement de l'Australie qui a souscrit des obligations internationales, ces mêmes obligations qui ont été discutées ici. Puisque le Gouvernement de l'Australie a souscrit des obligations à l'égard du Territoire sous tutelle, il ne peut évidemment pas, à cette étape, se démettre de ses pouvoirs qui lui permettent de faire face à ses obligations dans l'accomplissement de ses responsabilités à l'égard de notre Organisation. Je mentionne ceci comme un exemple de l'une des raisons du maintien de ces pouvoirs.

Le représentant soviétique a cru bon également de négliger le fait qu'il n'appartient pas à l'Administrateur du Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée de faire adopter une législation par la Chambre d'Assemblée, à moins qu'il n'ait l'appui de la majorité élue de cette Chambre d'Assemblée. Par conséquent, en fait, les pouvoirs auxquels le représentant soviétique a fait allusion sont des pouvoirs négatifs qui sont en fait contrebalancés, dans une très large mesure, par le fait que la Chambre d'Assemblée est l'organe législatif du Territoire et que les lois ne peuvent être mises en œuvre dans le Territoire que grâce à l'appui de la majorité de la Chambre, et d'aucune autre façon.

Pour cette raison, et tenant compte des résolutions antérieures du Conseil de tutelle qui ont été incluses dans le rapport de sa propre Mission de visite, je suis d'avis qu'il y a une très grande ressemblance - et il y a été fait allusion à bon droit dans le projet de recommandation qui nous est soumis - entre les pouvoirs de la Chambre d'Assemblée et les pouvoirs envisagés par le Conseil de tutelle à sa dernière session.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'autres observations, nous allons maintenant nous prononcer sur l'amendement soviétique tendant à supprimer les mots "conformément aux recommandations qu'il a faites précédemment à l'Autorité administrante".

Par 6 voix contre une, avec une abstention, l'amendement est rejeté.

Le paragraphe 1 est adopté à l'unanimité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous en venons maintenant au paragraphe 2 du projet de conclusions et recommandations figurant au document T/L.1074. La délégation soviétique a proposé un amendement à ce paragraphe; cet amendement, qui consiste à ajouter une phrase au début du paragraphe 2 actuel, figure au paragraphe 3 du document T/L.1075.

Par 4 voix contre 2, avec une abstention, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous en venons maintenant à l'amendement soviétique s'appliquant au paragraphe 2 original et figurant au paragraphe 4 du document T/L.1075.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Point d'ordre : je voudrais attirer l'attention sur le fait que le paragraphe 4 de notre amendement vise également le paragraphe 2.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'amendement soviétique figurant au paragraphe 4 du document T/L.1075 tend à supprimer de la première et de la seconde ligne du paragraphe 2 du document T/L.1074 les mots "la création de cet organe marque un progrès important dans l'évolution politique des populations du Territoire" et à les remplacer par le texte suivant : "Le Conseil estime que tous pouvoirs dans le Territoire doivent être transférés d'urgence à la Chambre d'assemblée, conformément au paragraphe 5 de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et exprime l'espoir..."

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais demander au représentant de l'Union soviétique s'il accepterait un petit amendement. Je suggérerais que les mots "d'urgence" soient supprimés du texte proposé.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Avant de parler brièvement du sous-amendement de la représentante du Libéria, je voudrais attirer l'attention des membres du Conseil de tutelle sur le fait que la résolution 1514 (XV), qui est citée dans le rapport, a été adoptée il y a plus de trois ans et demi et que, au cours de cette période, aucune modification cardinale ne s'est effectuée en ce qui concerne l'évolution politique; par conséquent, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance n'a pas encore été mise à exécution dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée.

Pour ce qui est du sous-amendement suggéré par la représentante du Libéria, la délégation soviétique est prête à l'accepter, mais avec la réserve que je viens de faire; si nous acceptons ce sous-amendement c'est uniquement dans un esprit de collaboration au sein de ce Conseil.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique ne considère-t-il pas que l'établissement d'une liste électorale, l'établissement du suffrage universel sans discrimination d'aucune sorte sont des progrès importants? En outre, ne considère-t-il pas que la création d'un parlement élu au suffrage universel des adultes est un progrès important?

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : De l'avis de la délégation soviétique, l'institution d'une liste électorale unique et l'organisation des élections constituent des mesures normales. Nous rendons hommage aux efforts déployés par les représentants des Autorités administrantes qui ont dû surmonter de nombreuses difficultés avant d'arriver à organiser des élections en Nouvelle-Guinée. Mais prendre des mesures et s'efforcer de les réaliser sont deux choses qui diffèrent complètement de la réalisation des objectifs qui devraient découler nécessairement de ces mesures. S'efforcer de créer un parlement représentatif, un organe législatif jouissant de tous les pouvoirs législatifs est une chose et c'est autre chose que la situation devant laquelle nous nous trouvons : à savoir que tous ces grands efforts n'ont abouti qu'à la création d'un organe doté de pouvoirs très limités. C'est la raison pour laquelle la délégation soviétique estime qu'en ce qui concerne le développement politique, il n'y a pas eu de progrès malgré les efforts accomplis par certains



fonctionnaires de l'Autorité administrante. Nous estimons qu'il n'y a pas eu de progrès notables.

Certes, nous rendons hommage aux efforts de tous ces hommes qui ont traversé les jungles et les montagnes. Mais, il y a là quelque chose qui est entièrement différent de la politique pratiquée par l'Autorité administrante; à notre avis, il y a là une différence fondamentale. Nous estimons que la Chambre d'assemblée, telle qu'elle a été créée, n'est pas un organe ayant les pleins pouvoirs; elle n'a pas les droits que possèdent d'habitude les parlements, au sens véritable du terme "parlement".

En outre, la délégation soviétique a déjà fait remarquer, au cours de la discussion générale, que les élections s'étaient effectuées dans un certain désordre. Nous avons déjà signalé que la composition de la Chambre d'assemblée est entachée de discrimination; des places spéciales sont réservées à des personnages officiels; près de la moitié des sièges de ce prétendu parlement sont occupés par des représentants des Autorités administrantes.

M. NORRISH (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation votera contre cet amendement, parce qu'elle estime que la création de la Chambre d'assemblée en Nouvelle-Guinée est, non seulement, un progrès significatif, mais le progrès le plus important qui ait été effectué dans le domaine politique par le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée. Je dis ceci, non seulement parce que c'est la pure vérité, mais parce que nous pensons que la création de cette Chambre d'assemblée a fourni l'instrument grâce auquel des dispositions relatives au transfert des pouvoirs pourront être discutées par les représentants élus de la population; ces dispositions pourront être prises, en toute certitude, de manière à ce que le transfert des pouvoirs ait lieu conformément aux vœux de la population du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et au rythme désiré par cette population, puisque ces vœux seront exprimés par les représentants élus à la Chambre d'assemblée.



M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je ne veux pas prolonger cette discussion théorique. Néanmoins, en réponse à ce qu'a dit le représentant de l'Union soviétique lorsqu'il a rendu hommage aux fonctionnaires qui ont effectué le travail sur place en Nouvelle-Guinée, je voudrais souligner que ces fonctionnaires, lorsqu'ils mettaient à exécution leur tâche maginifique d'organisation et de planification en vue d'établir une liste commune, agissaient sur les ordres de l'Autorité administrante elle-même et mettaient en oeuvre la politique de cette Autorité administrante. Car leur tâche consiste à exécuter la politique de l'Autorité administrante, politique qui est fondée sur la législation que pratique le Parlement australien lui-même : le système du suffrage universel des adultes basé sur une liste électorale commune, sans distinction de race, de croyance ou de couleur.

M. McCarthy (Australie)

Je voudrais également souligner que le représentant de l'Union soviétique se trompe lorsqu'il dit que près de la moitié des membres de l'Assemblée sont Australiens. En fait, 38 membres sont des membres autochtones élus, et 25 sont des membres non autochtones, et parmi ces derniers 16 ont été élus sur la base d'une liste commune et du système du suffrage universel des adultes.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Etant donné que le sous-amendement suggéré par la représentante du Libéria a été accepté, l'amendement au paragraphe 2 soumis par l'Union soviétique proposerait qu'après les mots "le Conseil estime", le membre de phrase "la création de cet organe marque un progrès important dans l'évolution politique des populations du territoire" soit supprimé, et que le membre de phrase suivant soit inséré :

"Tous pouvoirs dans le territoire doivent être transférés d'urgence à la Chambre d'assemblée conformément au paragraphe 5 de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale."

Je mets aux voix le texte de cet amendement révisé.

Par 4 voix contre 2, avec 2 abstentions, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons maintenant au dernier amendement au paragraphe 2 de l'annexe au document T/L.1074. Il figure au paragraphe 5 du document T/L.1075, et propose de remplacer la fin de la deuxième phrase, après les mots "commissions parlementaires", par les mots "en vue de l'élaboration des lois qui régiront la vie dans le territoire". La dernière phrase du paragraphe se lirait donc comme suit :

"Il suggère que l'Assemblée soit encouragée à créer un système de commissions parlementaires en vue de l'élaboration des lois qui régiront la vie dans le territoire."

Je mets aux voix l'amendement proposé.

Par 7 voix contre une, sans abstention, l'amendement est rejeté.

Le paragraphe 2 de l'annexe au document T/L.1074 est adopté à l'unanimité.

Les paragraphes 3 et 4 de l'annexe au document T/L.1074 sont adoptés à l'unanimité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons au paragraphe 5, auquel un amendement est proposé dans le paragraphe 6 du document T/L.1075. Y a-t-il des observations?

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais simplement dire que l'amendement proposé par la délégation de l'Union soviétique reflète la situation telle qu'elle existe, notamment en ce qui concerne les pouvoirs des conseils administratifs locaux. Nous ne demandons aucune explication particulière.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je suppose qu'en soumettant cet amendement notre collègue est dans l'erreur en ce qui concerne les pouvoirs des conseils administratifs locaux. Ces pouvoirs, comme on l'a souligné dans ce conseil lors de plusieurs sessions, ont récemment été modifiés de façon à prévoir que, en cas de besoin, ces conseils administratifs locaux soient complètement représentatifs de toute la population dans certains districts, avec des pouvoirs considérables en ce qui concerne l'activité de tous les habitants de ces districts. Il n'est pas vraiment exact de dire, comme on le propose dans cet amendement, que toutes les décisions des conseils sont subordonnées à l'approbation des représentants locaux de l'Autorité administrante. Selon leurs procédures, les conseils administratifs locaux ont des pouvoirs bien définis qu'ils peuvent exercer, à beaucoup d'égards, de façon autonome.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je comprends parfaitement que la période des questions et des réponses est passée depuis longtemps pour cette session du Conseil de tutelle, et je ne voudrais pas revenir à de tels échanges. Permettez-moi cependant, en guise de réponse, de poser une question au représentant de l'Australie. La situation dans le Territoire sous tutelle est-elle vraiment telle que les conseils administratifs locaux peuvent prendre n'importe quelle décision sans que l'approbation de l'Autorité administrante soit nécessaire?

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Ma réponse est affirmative : les conseils peuvent prendre de nombreuses décisions dans le cadre des dispositions énoncées dans l'Ordonnance des conseils administratifs locaux mise en oeuvre par la législature du territoire, ainsi que dans le règlement établi pour chaque conseil.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Si je me souviens bien, ma délégation avait des réserves en ce qui concerne la question des pouvoirs des conseils administratifs locaux, et nous avons parlé nous-mêmes de la limitation de ces pouvoirs. En conséquence, la délégation du Libéria appuiera cet amendement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'autres observations, le Conseil va voter sur l'amendement figurant au paragraphe 6 du document T/L.1075.

Par 5 voix contre 2, avec une abstention, l'amendement est rejeté.

Le paragraphe 5 de l'annexe au document T/L.1074 est adopté à l'unanimité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons maintenant au paragraphe 6 du document T/L.1074, auquel un amendement est proposé dans le paragraphe 7 du document T/L.1075. S'il n'y a pas d'observations, je mettrai cet amendement aux voix.

Par 7 voix contre une, sans abstention, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant passer au vote sur le paragraphe 6 du document T/L.1074 non amendé.

M. FORINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je vous demande, Monsieur le Président, de bien vouloir mettre aux voix séparément la première phrase du paragraphe 6.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais dire quelques mots sur la deuxième phrase du paragraphe 6 et je suis prêt à le faire avant qu'intervienne le vote par division demandé par le représentant de l'Union soviétique, si au moins le Président y consent. Ma délégation se demande vraiment s'il doit y avoir une différence dans le minimum d'âge exigé pour que les femmes et les hommes puissent voter. Je tiens à dire, en faisant cette observation, que ma délégation n'a rien contre les électrices. Dans mon pays, les hommes et les femmes votent selon les mêmes dispositions, et nous pensons qu'il doit en être ainsi. Mais je me demande si les différences entre sexes doivent exercer une influence quant à la détermination de l'âge minimum requis pour pouvoir voter.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je pense que le représentant de l'Australie vient de faire cette remarque pour se moquer un peu de moi. Mais pourquoi les hommes ne peuvent-ils se marier qu'à 21 ans alors que les femmes se marient à 16 ans. Dans ce domaine, il y a donc une différence entre l'âge de l'homme et de la femme, et il semble plus logique encore que si une femme peut se marier à 16 ans, elle puisse devenir électrice à 18 ans. Je pense que c'est là une règle à peu près universellement acceptée. Je demande au représentant de l'Australie de ne pas voter contre cette disposition particulière.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je n'aime guère avoir des différends avec la représentante du Libéria, en particulier en matière de droit ou de questions touchant aux sexes. Mais je pense qu'elle commet une légère erreur quant à l'âge minimum exigé pour le mariage. Je ne suis pas un spécialiste des questions matrimoniales mais, à ma connaissance, il n'y a aucune loi établissant une discrimination entre les sexes quant à l'âge du mariage; je ne connais aucune loi empêchant un homme de se marier avant 21 ans et, concernant la femme, aucun statut différent ne s'applique, que ce soit en Australie, au Papua ou en Nouvelle-Guinée. Si je me suis trompé d'une manière générale, je suis certain



M. McCarthy (Australie)

qu'aucune loi, ni dans mon pays, ni en Nouvelle-Guinée, ne fixe à 21 ans l'âge minimum requis pour le mariage, parce que chez nous bien des hommes et bien des femmes se marient avant cet âge.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je demande le même traitement pour les hommes. Si l'homme peut se marier à 16 ou 18 ans, je ne vois pas pourquoi il ne pourrait voter à cet âge. Mais j'estime que je suis fondée à demander que l'âge minimum soit réduit de 21 à 18 ans. Je pense que c'est une règle universellement acceptée.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets maintenant aux voix le paragraphe 6 non amendé. Nous voterons tout d'abord sur la première phrase commençant par "Le Conseil félicite" et se terminant par "l'évolution politique du Territoire".

Par 7 voix contre 1, la première phrase est adoptée.

Le paragraphe 6 dans son ensemble est adopté à l'unanimité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons maintenant au paragraphe 7 sur lequel plusieurs amendements ont été présentés. Nous examinons tout d'abord l'amendement figurant au paragraphe 8 du document T/L.1075, qui tend à insérer une phrase au commencement du paragraphe 7. Y-a-t-il des observations?

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je n'ai pas l'intention d'expliquer mon amendement qui se borne à constater simplement les faits. Je voudrais seulement apporter une correction au texte anglais de l'amendement. Je donne lecture en anglais de la phrase dont nous demandons l'insertion, compte tenu de notre correction :

"The Council notes that all key posts in the Administration are held by Australians".

Dans mon amendement, le mot "key" remplace le mot "higher".

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'autres observations, nous allons voter sur l'amendement figurant au paragraphe 8, le mot "key" remplaçant le mot "higher".

Par 4 voix contre 3, avec une abstention, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je propose au Conseil de se prononcer à la fois sur les deux amendements figurant au paragraphe 9 du document T/L.1075, c'est-à-dire sur la suppression des mots "aussi rapidement qu'il est possible de le faire dans la pratique" et "tout en reconnaissant les difficultés que pose le recrutement".

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais demander au représentant de l'Union soviétique s'il accepterait un léger amendement à cette proposition particulière. Au lieu de supprimer les mots "aussi rapidement qu'il est possible de le faire dans la pratique", ces mots seraient maintenus tels qu'ils figurent dans le projet de rapport et, en conséquence, son amendement commencerait par les mots "tout en reconnaissant les difficultés que pose le recrutement".

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La proposition de la représentante du Libéria tend-elle à ce que le représentant de l'Union soviétique renonce au premier de ses amendements?

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Oui, je demande que le représentant de l'Union soviétique n'insiste pas pour la suppression des mots "aussi rapidement qu'il est possible de le faire dans la pratique". Ma délégation ne pourrait appuyer sa proposition que si elle s'applique aux mots "tout en reconnaissant les difficultés que pose le recrutement".

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique est prête à accepter le sous-amendement de la représentante du Libéria si, dans le texte anglais, les mots "as quickly as practicable" sont remplacés par les mots "as quickly as possible".

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je reprendrai les termes anglais employés par le représentant de l'Union soviétique lui-même; je crois comprendre que sa proposition consiste à remplacer le mot "practicable" par le mot "possible". Par conséquent, nous aurons à voter sur deux amendements, le premier consistant à remplacer le mot "practicable" par le mot "possible" et le second à supprimer les mots : "tout en reconnaissant les difficultés que pose le recrutement".

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je maintiens ma proposition et, si le représentant de l'Union soviétique ne l'accepte pas, je demanderai un vote séparé sur son amendement, séparant la première partie de la seconde, parce que je voudrais voter en faveur du membre de phrase : "tout en reconnaissant les difficultés que pose le recrutement" et contre le premier amendement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons au vote sur les deux amendements séparément. Nous prendrons tout d'abord la proposition tendant à remplacer le mot "practicable" par le mot "possible".

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il me semble qu'après la déclaration que vient de faire la représentante du Libéria, nous sommes revenus à notre point de départ et, par conséquent, nous devrions voter sur l'amendement tel qu'il est indiqué au paragraphe 9 du document T/L.1075.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous voterons sur les amendements tels qu'ils figurent au paragraphe 9 du document T/L.1075. Je mets tout d'abord aux voix le premier amendement consistant à supprimer les mots : "aussi rapidement qu'il est possible de le faire dans la pratique".

Par 7 voix contre une, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix le second amendement consistant à supprimer les mots : "tout en reconnaissant les difficultés que pose le recrutement".

Par 5 voix contre 2, avec une abstention, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets maintenant aux voix le paragraphe 7 tel qu'il figure à l'annexe au document T/L.1074.

A l'unanimité, le paragraphe 7 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Il y a un amendement au paragraphe 8 de l'annexe au document T/L.1074. Cet amendement figure au paragraphe 10 du document T/L.1075. Il consiste à ajouter un paragraphe avant le paragraphe 8 actuel. Y a-t-il des observations?

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Etant donné que nous avons eu très peu de temps pour étudier les amendements proposés par la délégation de l'Union soviétique, il nous est un peu difficile de procéder comme nous le souhaiterions. La première phrase de l'amendement semble acceptable, mais elle semble indiquer qu'elle devrait figurer dans le projet de rapport sans amender celui-ci.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La représentante du Libéria a-t-elle une suggestion précise?

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je ne crois pas que la diversification de l'économie et le développement des industries de transformation soient des questions très importantes. Je crois que nous pourrions demander au Secrétariat d'introduire la phrase dont il s'agit dans le paragraphe 8 du rapport. Par ailleurs, je n'approuve pas la deuxième phrase de l'amendement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : A cette étape de nos travaux, le Conseil doit lui-même formuler ses désirs et voter sur les textes établis par lui. Nous ne pouvons pas maintenant nous en remettre au Secrétariat.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je demande que les deux phrases de l'amendement soient mises aux voix séparément.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique accepte-t-il qu'il soit procédé ainsi?



M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je n'ai absolument aucune objection.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais souligner, à propos de l'amendement qui nous est présenté, que, comme le Conseil le sait et conformément aux recommandations du Conseil lui-même, la Banque internationale a entrepris une enquête dans le Territoire au sujet de l'ensemble du problème du développement économique de celui-ci. Pour autant que je le sache, le rapport de la Banque internationale n'a pas encore été reçu par le Gouvernement australien ou, s'il l'a été, c'est tout récemment. Je sais aussi que, d'un point de vue pratique, le rapport de la Banque internationale est maintenant terminé et, s'il n'a pas encore été soumis au Gouvernement australien, il le sera à bref délai. Pour cette raison, il me semble que la question pourrait être ajournée jusqu'à ce que mon gouvernement ait été saisi de ce rapport.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation de l'Union soviétique maintient son amendement tel qu'il est formulé au paragraphe 10 du document T/L.1075. Comme le représentant de l'Australie vient de le dire, le rapport de la Banque internationale est prêt. Cependant, nous ne connaissons pas encore les recommandations qu'il contient et, par conséquent, à l'heure actuelle, il est quelque peu difficile de se servir de ce rapport de la Banque comme d'un argument pour maintenir le texte tel qu'il est. Aux yeux de ma délégation, cela équivaldrait à acheter chat en poche.

La délégation de l'Union soviétique a déjà dit, au cours du débat général, à propos du progrès économique du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, qu'on ne développe que les branches de l'économie qui ne font pas concurrence à la production australienne et nous avons dit aussi qu'en pratique presque toute l'attention est consacrée à l'agriculture et bien peu au développement des industries de transformation. En outre, et bien que le représentant de l'Australie n'éprouve pas une grande estime pour la presse, en particulier la presse australienne et probablement aussi celle des Etats-Unis, je voudrais vous renvoyer à un article paru dans The Christian Science Monitor et signé par Albert Norman, qui traite généralement des affaires australiennes dans ce Territoire.



M. Fotine (URSS)

Ce correspondant nous dit qu'en Nouvelle-Guinée une compagnie a été créée, qui s'appelle l'"Australian-New Guinea Corporation". Pour ne pas retarder les débats, permettez-moi de citer deux extraits de cet article :

(L'orateur poursuit en anglais)

"Une conception américaine pour l'avenir de la Nouvelle-Guinée a été réalisée par la création de l'"Australian-New Guinea Corporation", dont le capital initial est d'environ 1 million de dollars."

(L'orateur reprend en russe)

Plus loin, il ajoute :

(L'orateur poursuit en anglais)

"L'Australian-New Guinea Corporation n'envisage pas, pour le moment, de créer des industries secondaires complexes." Elle s'occupe surtout de l'agriculture, des plantations, des forêts et du bétail."

(L'orateur reprend en russe)

"Ainsi, d'après les derniers renseignements fournis par la presse, vous pouvez constater que l'on n'a guère l'intention de développer sur le Territoire des industries de transformation et que, comme par le passé, on cherche à limiter le rôle du Territoire c'est-à-dire à le maintenir seulement comme une source de matières premières et de main-d'oeuvre à bon marché et à le conserver en tant que marché ouvert aux produits australiens."

M. NORRISH (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation pense qu'il y a quelque chose de vrai dans ce que vient de dire le représentant de l'Australie et il serait peut-être à conseiller de laisser cette question de côté, comme il le dit, jusqu'au moment où nous serons en possession du rapport de la Banque internationale. Etant donné qu'il faudrait passer au vote, je dois ajouter que ma délégation aura une attitude différente à l'égard des deux phrases qui constituent l'amendement en question. Nous aimerions donc qu'elles soient mises aux voix séparément. Nous voterons contre la deuxième car elle est contraire aux faits. Je suis sûr que tous les membres du Conseil se souviendront qu'au moment où des questions étaient posées à ce sujet, les membres du Conseil avaient apporté la plus grande attention à cette question. Je me souviens de façon très claire de l'exemple concernant l'élevage industriel cité par le représentant de l'Australie ou par le représentant spécial répondant à ce sujet.

M. Norrish (Nouvelle-Zélande)

Pour ce qui concerne la première phrase, nous sommes entièrement d'accord avec la représentante du Libéria sur le fait que les questions de diversification de l'économie et de développement des industries de fabrication sont très importantes. Nous avons une certaine objection en ce qui concerne cette phrase sur la façon dont elle est rédigée, du fait qu'elle suggère que rien n'a été fait dans ces domaines. Là encore je dois souligner que l'on a discuté très longuement de ces points au moment où les questions ont été posées, de même que dans les déclarations générales. Il apparaissait clairement à ma délégation qu'un gros effort était fait pour encourager la diversification et le développement des industries de fabrication. De nombreuses usines ont en fait été créées et des mesures ont été prises pour promouvoir le développement de nouvelles industries de fabrication.

En ce qui concerne le domaine de l'agriculture, la diversification est en bonne voie d'exécution. Là encore, l'élevage industriel donne un excellent exemple. Il nous semble donc qu'il est tout à fait inopportun de donner l'impression que rien n'a été fait dans ce domaine. Si cette phrase doit demeurer, je proposerai, comme sous-amendement, que les mots "... de prendre immédiatement des mesures ..." soient supprimés et remplacés par les mots "... continue ses efforts ..."; le texte se lirait donc ainsi : "... l'Autorité administrante de continuer ses efforts pour créer dans le Territoire une économie diversifiée...". Il me semble que l'on reconnaîtrait ainsi le fait que beaucoup de travail a déjà été fait et est actuellement fait. En même temps, cette rédaction soulignerait l'importance que le Conseil - chacun des membres du Conseil, j'en suis sûr - attache à ces questions de diversification et d'industries de fabrication. J'estime en outre que, sous cette forme, cette phrase donnerait un poids tout particulier au rapport de la Banque internationale, au sujet de ces questions, lorsque ce rapport sera publié.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai aucune objection à l'amendement suggéré par le représentant de la Nouvelle-Zélande, en ce qui concerne la première phrase de l'amendement proposé par le représentant de l'Union soviétique. Mais j'ai des objections sérieuses - qu'il a lui-même exprimées pour son propre compte - à l'égard de la deuxième phrase figurant dans le projet préparé par l'Union soviétique. Il n'est pas exact de parler de "... politique qui consiste à ne développer que les cultures qui ne font pas concurrence à celles de l'Australie." Comme le représentant de la Nouvelle-Zélande l'a fait remarquer,

M. McCarthy (Australie)

un exemple frappant est donné par l'élevage industriel dont il est question dans la citation extraite du Christian Science Monitor que vient de lire le représentant de l'Union soviétique.

Je voudrais - pour jeter aussi quelque lumière sur sa déclaration - le persuader que je n'ai aucune objection aux déclarations de presse, qu'elles soient australiennes, américaines ou autres. Je ne critique pas la presse et je n'ai pas eu cette attitude au sein du Conseil. Ce contre quoi je m'élève, c'est contre le fait que notre collègue apporte ici de nombreuses citations écrites dans la presse par des gens qui me sont totalement inconnus, espérant que je vais accepter les déclarations ainsi exposées comme des faits exacts, reflétant la situation de manière exacte et constituant une déclaration de fait.

En ce qui concerne le Christian Science Monitor - et pour illustrer un peu plus ce point - j'ajoute que je ne connais pas M. Norman. Il n'est pas douteux que M. Norman soit un excellent et éminent journaliste, car il s'agit d'un journal connu et réputé. Mais je ne connais pas M. Norman et j'ignore s'il a quelque autorité pour parler sur ce sujet en ce qui concerne les aspects de la politique australienne ou l'évolution de la Nouvelle-Guinée. Ceci étant, je ne puis considérer M. Norman, ou qui que ce soit, comme une autorité en la matière.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais faire deux observations seulement : en premier lieu, si ma mémoire est bonne, je remarque que l'industrie de transformation que l'Autorité administrante peut citer comme une réussite, et qui a été mentionnée dans le rapport de l'Autorité, a été la création d'une usine à cigarettes à bout filtrant. Si le représentant de l'Australie pense à cette usine lorsqu'il parle de l'industrie, ou bien si c'est à cette production que le représentant de la Nouvelle-Zélande songe lorsqu'il nous dit qu'il faut poursuivre les efforts pour créer une économie diversifiée, alors je suis persuadé que bien des gens ne seront pas d'accord avec ces deux représentants. En second lieu, il va de soi que la délégation soviétique votera contre l'amendement présenté par le délégué de la Nouvelle-Zélande.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : J'ai été très impressionné par les arguments avancés par le représentant de la Nouvelle-Zélande en faveur du maintien du texte originellement recommandé par le Comité de rédaction. A la lumière de ces arguments, j'aimerais savoir si un membre du Comité de rédaction ne pourrait pas nous dire comment celui-ci est arrivé à cette conclusion, une conclusion que j'appuie entièrement.

Cette recommandation du Comité de rédaction est tout à fait différente de l'amendement proposé par l'Union soviétique et je suis très favorable au maintien du texte original. Pour cette raison, un membre du Comité de rédaction pourrait-il jeter quelque lumière sur cette recommandation qui déclare implicitement que "le Conseil note avec satisfaction ... les efforts déployés pour élargir et diversifier l'économie marchande et pour aménager l'infrastructure économique du Territoire"?

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je répondrai au représentant de la Chine que la conclusion du Comité de rédaction sur la diversification de l'économie du Territoire est fondée sur les déclarations faites ici, au Conseil. Comme le représentant de la Chine le sait, les déclarations faites au Conseil par les représentants de l'Autorité administrante ont été prises en considération lors de la rédaction de notre rapport.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je remercie la représentante du Libéria de sa réponse. Je crois comprendre qu'en faisant cette recommandation, le Comité de rédaction appuie le point de vue exposé en la matière devant le Conseil.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Avant la mise aux voix de ce paragraphe - je ne sais d'ailleurs pas très bien sur quoi nous allons voter - je voudrais effacer un malentendu qui a pu se produire dans l'esprit du représentant de l'Union soviétique; celui-ci semble penser que la fabrication des cigarettes représente la seule diversification dans l'économie du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans une discussion sur le sujet de la fabrication ou de l'utilisation des cigarettes. Je note que plusieurs membres éminents de la délégation soviétique peuvent avoir des points de vue différents en la matière. Cependant, je ne m'attarderai pas sur cette question.



M. McCarthy (Australie)

Je voudrais citer, comme autre exemple, le fait qu'en plus de l'élevage industriel, il y a eu un accroissement énorme de l'industrie du bois, sous différentes formes; or, une fois encore, cette industrie est en concurrence directe avec le développement de l'industrie australienne. L'industrie du bois a maintenant atteint en Nouvelle-Guinée des proportions telles que je peux dire, sans crainte de me tromper, qu'elle vient immédiatement après l'industrie du coprah en tant qu'important produit d'exportation du territoire. C'est une industrie, je le répète, qui fait concurrence directe à l'industrie australienne. Je pourrais citer d'autres exemples, mais je n'ai pas l'intention d'insister maintenant sur ce sujet.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne la déclaration du représentant de la Chine, nous avons tenu compte des déclarations relatives à la diversification de l'économie du Territoire. Je pense, si je rapproche les deux choses, que ce que le représentant de la Chine avait à l'esprit est envisagé au paragraphe 8, car la seule chose laissée de côté est l'importance du développement des industries de transformation. La première phrase du paragraphe 8 déclare :

"Le Conseil note avec satisfaction l'augmentation de la subvention accordée par le Gouvernement australien au Papua et à la Nouvelle-Guinée pour l'exercice 1963-1964, ainsi que les efforts déployés pour élargir et diversifier l'économie marchande et pour aménager l'infrastructure économique du Territoire."

Cela, en fait, comprend cette phrase particulière, bien que l'accent ne soit pas mis sur l'aménagement des industries de transformation; mais si l'on prend la phrase dans son ensemble, ce point est envisagé; je ne vois donc aucune nécessité d'adopter cette disposition particulière.

M. NORRISH (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Etant donné les déclarations que viennent de faire les représentants de la Chine et du Libéria, je n'insiste pas sur le sous-arrendement que j'avais proposé à la première phrase de l'amendement soviétique. Il me semble que si le Conseil de tutelle désirait adopter cette phrase, il devrait l'adopter dans la forme que j'ai suggérée; elle pourrait alors être un complément à la première phrase du paragraphe 8. Je pense



M. Norrish (Nouvelle-Zélande)

cependant ne pas me tromper en disant que le Conseil, dans son ensemble, préférerait que le paragraphe 8 demeure tel qu'il est et, par conséquent, je retirerai mon sous-amendement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant nous prononcer sur l'amendement soviétique qui figure au paragraphe 10 du document T/L.1075. Un vote séparé aura lieu sur chacune des deux phrases.

Par 5 voix contre une, avec 2 abstentions, la première phrase de l'amendement soviétique est rejetée.

Par 7 voix contre une, la seconde phrase de l'amendement soviétique est rejetée.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Si le Président est sur le point de mettre aux voix le paragraphe 8 non amendé, j'aimerais donner une explication de vote avant le vote. Ma délégation s'abstiendra au moment du vote sur le paragraphe 8 tel qu'il figure au document T/L.1074, bien entendu sans préjugés à l'égard de certains des principes qui y sont exprimés, et certainement sans préjugés à l'égard de certaines phrases telles que : "Note avec satisfaction... les efforts déployés" par l'Autorité administrante. Nous nous abstiendrons non pas pour une raison de fond, mais parce que cette question implique de la part de mon gouvernement des décisions politiques, notamment en ce qui concerne l'octroi de subsides supplémentaires au Territoire; il s'agit là d'une question sur laquelle je ne peux pas me prononcer. C'est pourquoi je m'abstiendrai lors du vote.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de mettre la question aux voix, puis-je tenir pour acquis que le Conseil est d'accord pour supprimer la virgule après le mot "Council" à la première ligne du paragraphe 8 du texte anglais? Avec ce léger amendement, je mets le texte aux voix.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 8 est adopté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai demandé la parole, non pas pour expliquer mon vote, mais pour faire une observation en passant. J'espère que le Conseil comprend que l'abstention de la délégation soviétique sur ce paragraphe se fonde sur des motifs entièrement différents de ceux de l'Australie.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je fais écho à cette observation. J'espère que le Conseil voudra bien enregistrer une explication analogue de la part de la délégation australienne.

M. GRIGG (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation, qui appuiera le paragraphe 9 du rapport, désire présenter un léger amendement. Nous voudrions suggérer une modification à l'avant-dernière ligne; au lieu de l'expression : "l'Autorité administrante encouragera", nous proposons de dire : "l'Autorité administrante continuera à encourager".

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je demande que l'amendement des Etats-Unis soit mis aux voix.

Par 6 voix, contre zéro, avec 2 abstentions, l'amendement des Etats-Unis est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix le paragraphe 9 amendé.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 9 amendé est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 10 est adopté.

Le paragraphe 11 est adopté à l'unanimité.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En ce qui concerne le paragraphe 12, je demande un vote par division au sujet de la première phrase de ce paragraphe.

M. GRIGG (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je propose un léger amendement à la dernière ligne du paragraphe 12. Au lieu de "médecins autochtones qualifiés", nous suggérons de dire : "médecins autochtones pleinement qualifiés".

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : La dernière ligne du paragraphe 12 avait été intentionnellement rédigée de cette manière; je n'ai jamais entendu dire qu'il y avait des degrés dans les qualifications des médecins.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je croyais que nous avions clairement expliqué la situation à cet égard à la fois au cours de la présente session et au cours des sessions antérieures; au cas où nous ne l'aurions pas fait, je suis heureux de saisir cette occasion pour le faire.

Il est tout-à-fait exact de dire que, dans le territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée, il y a un nombre considérable de praticiens médicaux. Pour la plupart ces praticiens médicaux ont été formés à l'Ecole centrale médicale de Suva (îles Fidji); si mes souvenirs sont exacts, cette école comporte cinq années de cours pour la formation des praticiens médicaux; pour pouvoir entrer dans cette école, il faut être muni d'un diplôme d'enseignement correspondant au baccalauréat. Les cours de l'Ecole centrale de Suva - et je crois que l'Autorité administrante des îles du Pacifiques fait également usage de cette école - jouit d'une grande réputation; cependant, elle ne prétend pas répondre, sur tous les points, au niveau des universités médicales telles que nous les connaissons dans nos pays, ou dans les pays représentés à cette table. Cependant, cette école forme et a déjà formé un grand nombre de praticiens médicaux tout à fait qualifiés.

J'ai déjà dit au Conseil de tutelle qu'à ma connaissance, au moins l'un de ces praticiens médicaux a été nommé le District Medical Officer adjoint d'un district très étendu et très peuplé de la Nouvelle-Guinée; cette région contient des gens de toutes les races et le fonctionnaire en question s'acquitte de ses devoirs à la complète satisfaction à la fois de l'Administration et des habitants de la région.

Comme cela avait déjà été souligné dans le rapport annuel de l'Autorité administrante, je tiens à faire observer que la formation, au point de vue médical, se poursuit d'une manière officielle dans le territoire de Papua et de la Nouvelle-Guinée, en se fondant sur l'expérience de l'Ecole médicale centrale de Suva. Nous trouvons, à la page 113 du rapport, sous le titre général "Formation médicale et éducation au point de vue de la santé" et le sous-titre "Assistant Medical Officers" la note suivante :

"Le Collège médical de Papua, qui est associé à l'Hôpital général de Port Moresby, donne un cours de cinq années pour la formation d'Assistant Medical Officers. Ce cours porte principalement sur les problèmes relatifs à la santé publique en présence desquels se trouve le territoire. Quatorze garçons et une fille autochtones de la Nouvelle-Guinée sont inscrits à ce collège; des diplômes seront décernés en décembre 1964 aux premiers étudiants du Territoire."

Je le dis en passant, ceci est l'un des organes de formation qui a été cité de temps à autre par ma délégation et qui est le résultat d'une politique délibérée pratiquée au territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée; en fait, le Collège médical dont il s'agit devra faire partie de la future université de ce territoire; nous espérons que ce collège se développera rapidement de manière à devenir une véritable école médicale associée à l'université.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Australie pour son explication; il vient de signaler que des diplômes seront probablement délivrés à la fin de cette année par le Collège médical. Je fais remarquer que le texte du paragraphe 12 du rapport emploie l'expression "médecins autochtones qualifiés". Le représentant de l'Australie considère-t-il que les étudiants qui recevront ces diplômes peuvent être regardés comme des docteurs en médecine?

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Les étudiants diplômés de l'Ecole médicale centrale de Suva et du Collège médical du Papua n'ont pas des qualifications aussi élevées que les praticiens médicaux sortant des universités qui nous sont familières; pour la majeure partie, ces étudiants sont considérés comme des aides-praticiens médicaux et non pas comme des praticiens médicaux.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : C'est précisément la raison pour laquelle nous avons rédigé la fin du paragraphe 12 comme elle se trouve dans le rapport.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix l'amendement consistant à ajouter le mot "pleinement" entre les mots "autochtones" et "qualifiés", à la fin du paragraphe 12.

Par 6 voix contre 1, l'amendement au paragraphe 12 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil va procéder au vote par division sur le paragraphe 12 amendé.

Par 7 voix contre zéro, avec 1 abstention, la première phrase du paragraphe 12 est adoptée.

Par 7 voix contre zéro, avec 1 abstention, la seconde phrase du paragraphe 12 est adoptée.



Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons maintenant au paragraphe 13 de l'annexe au document T/L.1074.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si les autres membres du Conseil ne s'y opposent pas, je voudrais proposer que l'on mette aux voix ensemble les paragraphes 13 et 14 des recommandations du Comité de rédaction.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation ne s'oppose pas à cette suggestion par principe, mais pense qu'il serait souhaitable de voter séparément sur les paragraphes 13 et 14, étant donné qu'ils traitent de deux sujets différents, à notre avis, bien qu'ils soient réunis sous le même titre.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais donc mettre aux voix séparément les paragraphes 13 et 14 de l'annexe au document T/L.1074.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 13 de l'annexe au document T/L.1074 est adopté.

Le paragraphe 14 de l'annexe au document T/L.1074 est adopté à l'unanimité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons maintenant au paragraphe 15. Deux amendements à ce paragraphe sont proposés dans le document T/L.1075. Le premier fait l'objet du paragraphe 11 et consiste à ajouter, au début du paragraphe 15 actuel du document T/L.1074, la phrase suivante :

"Le Conseil constate que jusqu'ici aucun habitant du Papua et de la Nouvelle-Guinée n'a une formation universitaire."

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais apporter un amendement qui ne concerne que le texte anglais. Les derniers mots de cet amendement devraient se lire "a university education", et non pas "a higher education".

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je me demande si le représentant de l'Union soviétique a bien expliqué sa pensée, car je me souviens que le représentant du Libéria avait posé une question dans ce contexte, liée je crois au diplôme d'université. La réponse avait été négative, mais lorsqu'il s'agit de formation universitaire, on peut étudier un certain temps dans une université sans pour autant obtenir un diplôme.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation de l'Union soviétique a pris la parole non pas pour expliquer son amendement, mais pour corriger le texte anglais. Il existe sans doute des différences entre les diverses notions de formation universitaire. En russe, lorsqu'on dit d'une personne qu'elle a reçu une formation universitaire, cela signifie qu'elle a suivi tous les cours de l'université. Je ne sais pas si, en anglais, il en est ainsi, mais s'il y a une différence de conception entre les diverses langues, je demanderai au Conseil de bien vouloir adopter ici le sens que je donne à cette expression.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais souligner, par exemple, qu'aux Etats-Unis on peut, je crois, suivre pendant deux ans les cours d'une université puis aller dans une école d'infirmières. Dans ce cas, l'on dit que l'intéressé a reçu une certaine formation universitaire mais n'a pas obtenu de diplôme universitaire.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je suis reconnaissant à la représentante du Libéria pour son explication et l'exemple qu'elle a cité. Peut-être pourrions-nous, pour éviter tout malentendu à propos de cet amendement, ajouter le mot "complète" de façon que l'expression devienne "une formation universitaire complète".

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Comment l'amendement est-il rédigé maintenant?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'amendement figurant au paragraphe 11 du document T/L.1075 se lirait ainsi :

"Le Conseil constate que jusqu'ici aucun habitant du Papua et de la Nouvelle-Guinée n'a une formation universitaire complète."

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Ainsi rédigé, l'amendement risque d'induire en erreur. Il est exact que le nombre de diplômés de l'université est faible. Je doute cependant qu'il soit juste de dire qu'il n'y a pas un seul diplômé d'université. Toutefois, tel n'est pas le but de mon intervention. Il y a beaucoup de gens, aussi bien au Papua qu'en Nouvelle-Guinée, qui ont suivi des cours complets qui correspondent à beaucoup d'égards à des cours d'université, même s'il ne s'agit pas d'université à proprement parler. L'Ecole médicale centrale de Suva, dont j'ai parlé tout à l'heure, ne prétend pas être une université, mais les élèves qui en sortent ont certainement une formation correspondant à un cours médical complet d'université, et la même chose vaut pour d'autres établissements d'enseignement dans le territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée lui-même. De même, l'amendement proposé ne tient pas compte d'institutions qui ne sont pas à proprement parler des universités, comme, par exemple, l'Institut de technologie du Massachusetts. Ce sont des établissements d'enseignement supérieur analogues à des universités, dont les gens ont suivi les cours, parfois jusqu'au bout; je citerai les collèges d'agronomie, qui rentrent dans cette catégorie.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Pour résoudre ce problème, pourrais-je prier le Président de demander au représentant de l'Australie de répondre à la question suivante : existe-t-il ou non, dans le territoire, une personne ou plusieurs personnes ayant reçu une formation universitaire complète au sens habituel que l'on donne à cette expression?

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Quels sont les habitants visés par le représentant de l'Union soviétique? Je lui pose la question pour être en mesure de lui répondre.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je dois dire que la réponse préliminaire - si je puis m'exprimer ainsi - à la question que j'ai posée m'étonne. Je tiens à déclarer que je suis surpris de la réponse préliminaire que je viens de recevoir, si je puis employer le terme "réponse préliminaire". Il va de soi que je vise les habitants autochtones du territoire et non les Australiens, puisque la situation, du point de vue du progrès de l'enseignement, ne nous intéresse pas en ce qui concerne les étrangers. Nous nous intéressons aux habitants autochtones. J'espère que ma réponse donnera satisfaction au représentant de l'Australie.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je ne m'attendais pas à une réponse aussi énergique lorsque j'ai posé une question fort simple. Des gens appartenant à bien des races vivent au Papua et en Nouvelle-Guinée et je voulais m'assurer que le représentant de l'Union soviétique ne visait qu'un certain groupe. Il n'y a pas, au Papua et en Nouvelle-Guinée, que des Australiens, il y a de nombreux Indiens, il y a aussi une importante population de sang mêlé. Ainsi, je ne parviens pas à comprendre pourquoi mon collègue soviétique a été aussi surpris. Je voulais simplement obtenir une précision qui fait habituellement défaut dans ses questions et, ayant obtenu cette précision, je lui donne une réponse au mieux de mes connaissances. Il y a un habitant autochtone ayant un diplôme d'enseignement tertiaire.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le mot "tertiaire" est-il l'équivalent d'"universitaire"?

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Oui, nous considérons que c'est la même chose. Par institution tertiaire, j'entends l'institution où l'on entre, au niveau de l'université, pour deux, trois ou cinq ans d'études, à la fin de la période d'enseignement secondaire. Que vous appeliez l'institution "université" ou que vous lui donniez un autre nom, c'est la même chose, et pour nous c'est une institution tertiaire.



M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Des explications données par le représentant de l'Australie à une étape préliminaire, nous avons eu l'impression que l'enseignement supérieur dont il parle - enseignement tertiaire - n'équivaut pas tout à fait à l'enseignement universitaire. Par ailleurs, même si nous admettons que ces deux types d'enseignement supérieur sont identiques, le fait même que le représentant de l'Australie ait indiqué qu'un habitant autochtone du territoire - je tiens à répéter le mot "un" - a reçu une éducation supérieure, est vraiment éloquent, car il suffit à montrer la situation véritable qui existe dans le territoire en ce qui concerne l'enseignement supérieur, sans parler de l'enseignement universitaire.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai pas dit qu'un seul habitant autochtone avait reçu un enseignement supérieur. De nombreux habitants autochtones ont reçu un enseignement supérieur.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je m'excuse d'être dans l'obligation de prendre à nouveau la parole, mais je voudrais que, dans nos discussions, nous essayions d'éviter des combinaisons de mots. Lorsque nous parlons d'enseignement supérieur, nous parlons d'enseignement supérieur; si nous parlons d'enseignement universitaire, nous avons à l'esprit l'enseignement universitaire.

Lorsque la délégation soviétique, citant les mots du représentant de l'Australie, s'est référé au fait qu'une seule personne avait reçu un enseignement supérieur - ou si vous préférez un enseignement tertiaire - j'estime que c'est là un élément que l'on ne saurait éluder, un fait essentiel auquel on ne peut échapper dans notre discussion. De la sorte, nous ne faisons que retarder nos travaux.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je croyais que cette question aurait été réglée quand j'ai suggéré au représentant de l'Union soviétique l'emploi du mot "diplôme" ("degree" dans la version anglaise), ce qui reposait sur la question de la délégation du Libéria au représentant de l'Australie. J'ai cru comprendre que la réponse était négative. Je pense que s'il avait accepté les mots "diplôme universitaire" ("university degree" dans la version anglaise), nous aurions pu en terminer et passer au vote.



M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je crois que la représentante du Libéria a raison. Je répète à nouveau que je n'ai pas employé les mots "enseignement supérieur". J'ai dit "diplômé d'une institution tertiaire". Il y a, je le répète, beaucoup plus d'habitants autochtones du Papua qui ont reçu un enseignement supérieur et un degré substantiel d'enseignement tertiaire.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Après cette précision apportée par le représentant de l'Australie, je dois dire que la délégation soviétique comprend fort bien l'amendement de la représentante du Libéria. Je répète en anglais

(l'orateur poursuit en anglais)

que la délégation soviétique accepte très volontiers l'amendement de la délégation du Libéria.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Si je comprends bien, l'amendement soviétique figurant au paragraphe 11 se lirait comme suit :

"Le Conseil constate que jusqu'ici aucun habitant du Papua et de la Nouvelle-Guinée ne possède un diplôme universitaire?"

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Oui.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi de souligner que, jusqu'à présent, le Conseil n'a traité que de la Nouvelle-Guinée en tant que Territoire sous tutelle et non du Papua.

S'il n'y a pas d'objections, je me propose de mettre aux voix ...

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Il y a une objection, Monsieur le Président. Le Conseil n'est pas qualifié pour tirer des conclusions concernant le Papua comme il le fait pour la Nouvelle-Guinée.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Est-ce acceptable pour le représentant de l'Union soviétique?

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Puis-je demander au représentant de l'Australie de bien vouloir nous expliquer la situation créée par l'Union administrative entre le Papua et la Nouvelle-Guinée?

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je ne puis croire que le représentant de l'Union soviétique désire vraiment que je lui explique la situation existante, mais je le ferai volontiers.

Le territoire non autonome du Papua et le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée se sont associés en une union administrative pour former le territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée. De l'ensemble de ce territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée, la moitié environ de l'ancien territoire sous mandat est Territoire sous tutelle. C'est le rapport des activités dans ce Territoire sous tutelle que le Conseil examine. En fait, le rapport annuel soumis au Conseil de tutelle pour la période sous revue est le rapport touchant au Territoire sous tutelle; il y a un rapport séparé concernant le territoire du Papua.

M. McCarthy (Australie)

Je répète simplement ce que j'ai dit précédemment, à savoir que, conformément à la Charte et à l'Accord de tutelle, malgré l'existence d'une union administrative, le Conseil de tutelle ne peut faire porter son attention que sur le Territoire sous tutelle lui-même. Comme notre collègue de l'Union soviétique le sait fort bien, ma délégation n'a jamais refusé de fournir des renseignements complets en ce qui concerne l'union administrative et, lorsque les renseignements relatifs au Papua en tant que territoire distinct sont liés à ceux qui portent sur le Territoire sous tutelle lui-même, nous les avons toujours fournis bien volontiers.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ferai observer que, en examinant le premier amendement de la délégation de l'Union soviétique, le Conseil a déjà touché à la situation en Nouvelle-Guinée et au Papua et la délégation de l'Union soviétique estime que le texte de son amendement doit être maintenu tel quel.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix le paragraphe 11 du document T/L.1075 avec la petite modification suivante : remplacer les mots "formation universitaire" par les mots "diplôme universitaire".

Par 4 voix contre 2, avec 2 abstentions, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons maintenant à l'amendement portant sur le paragraphe 15 et qui figure au paragraphe 12 du document T/L.1075. Il consiste à ajouter, à la fin du paragraphe 15 actuel, une nouvelle phrase qui figure au paragraphe 12 du document T/L.1075.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation de l'anglais) : Malheureusement, ici encore, le texte anglais ne correspond pas au texte russe de l'amendement soviétique qui figure au paragraphe 12 du document T/L.1075. Je lirai donc en anglais le texte de l'amendement tel qu'il a été rédigé en russe.

(Il est donné lecture de ce texte en anglais)

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je dirai une fois encore que le Conseil de tutelle n'examine que la situation dans les territoires sous tutelle et le Papua n'en est pas un.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix le paragraphe 12 du document T/L.1075, avec les modifications verbales proposées par le représentant de l'Union soviétique.

Par 5 voix contre 2, avec une abstention, l'amendement qui figure au paragraphe 12 est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix le paragraphe 15 tel qu'il figure au document T/L.1074.

Par 7 voix, sans opposition ni abstentions, le paragraphe 15 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons au dernier paragraphe du document T/L.1074 à propos duquel il y a un amendement qui constitue le paragraphe 13 du document T/L.1075 et qui consiste à remplacer le paragraphe 16 du document T/L.1074 par un texte tout à fait nouveau. S'il n'y a pas d'observations, je mettrai aux voix l'amendement qui figure au paragraphe 13 du document T/L.1075.

Par 5 voix contre une, avec 2 abstentions, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix le paragraphe 16 du document T/L.1074 qui constitue la section VI de ce document : Fixation d'un délai définitif et d'étapes intermédiaires pour l'accession à l'autonomie et à l'indépendance.

Par 5 voix contre zéro, avec 2 abstentions, ce paragraphe est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je prie les membres du Conseil de passer maintenant au paragraphe 4, page 1, du document T/L.1074 où il est recommandé au Conseil de tutelle d'adopter dans sa version révisée le document de travail relatif à la situation dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée comme base du chapitre qu'il consacrera à la situation dans ce territoire dans son prochain rapport à l'Assemblée générale. S'il n'y a pas d'observations, je considérerai ce paragraphe comme adopté.

Le paragraphe est adopté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je m'excuse, mais je pensais que, conformément à la procédure établie, ce paragraphe serait mis aux voix. La délégation de l'Union soviétique n'a pas d'objections à l'égard de ce paragraphe, mais elle souhaiterait que le compte rendu de cette séance reflète notre position qui pourrait être différente de celle d'autres membres du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Si la délégation de l'Union soviétique le désire, je mettrai aux voix le paragraphe 4.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 4 est adopté.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je ne voudrais pas retarder les travaux du Conseil, mais je me permettrai de faire une observation au sujet de l'amendement des Etats-Unis consistant à dire "continuer à encourager". Il y a lieu de souligner qu'il y a, en Nouvelle-Guinée, un organe nouvellement créé mais que, jusqu'à présent, il n'y a pas eu participation des habitants autochtones. Le Conseil de tutelle avait demandé que des habitants autochtones soient nommés au Conseil administratif et cinq personnes ont déjà été désignées; mais, jusqu'à présent, le Conseil de tutelle ne peut pas dire qu'il y a eu "participation effective". Le Conseil sera mieux en mesure de le dire à sa prochaine session. Pour sa part, la délégation du Libéria considère que le texte original était correct.



M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'avoue que j'ai pu commettre une erreur mais si la mémoire ne me fait pas défaut, je crois que la pratique habituelle du Conseil de tutelle serait de mettre aux voix le paragraphe 5 du rapport du Comité de rédaction, afin que les membres du Conseil puissent exprimer leur attitude à l'égard du rapport dans son ensemble. Je vous prie donc, Monsieur le Président, de bien vouloir me dire ce qu'il en est.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons voter sur le paragraphe 5 du document T/L.1074 qui se lit ainsi :

"Le Comité recommande également au Conseil de tutelle d'adopter les conclusions et recommandations énoncées dans l'annexe ci-après et de les insérer à la suite de chacune des sections ou subdivisions pertinentes de ce chapitre."

Par 7 voix contre 0, avec une abstention, le paragraphe 5 est adopté.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : J'ai demandé la parole en partie pour expliquer mon vote et en partie pour demander que, dans le compte rendu, mention soit faite d'une réserve que je veux exprimer.

En premier lieu, en ce qui concerne le paragraphe 6 pour lequel ma délégation a voté, je voudrais que l'on prenne note que j'ai formulé une réserve relative à la dernière phrase qui a été le sujet de la discussion qui a eu lieu entre la représentante du Libéria et moi-même, réserve qui, je dois le faire remarquer, est due aux aspects de la politique gouvernementale mis en cause.

Je voudrais aussi expliquer mon abstention à l'égard du projet de résolution soumis au Conseil. Cette attitude résulte du fait que ma délégation est parfaitement au courant des immenses efforts que fait mon gouvernement dans ce domaine. Cette abstention n'exprime pas le sentiment selon lequel ma délégation penserait que l'accroissement du nombre des étudiants recevant une formation universitaire n'est pas une question importante quant aux progrès constants du développement politique, administratif et économique du pays.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Ces réserves et ces observations figureront donc au compte rendu des travaux du Conseil de tutelle.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il est tard et je ne voudrais pas retenir les membres du Conseil, mais la délégation soviétique est obligée de présenter quelques brefs commentaires sur ce qui s'est passé ce matin au cours de notre séance du Conseil de tutelle.

Ma délégation estime que le refus de la majorité des membres du Conseil - majorité qui est bien connue - d'appuyer une série d'amendements de l'Union soviétique au rapport du Comité de rédaction, et en particulier le refus par la majorité des membres du Conseil de tutelle de donner son appui au premier point des amendements de l'Union soviétique, ce refus, dis-je, est à nos yeux une nouvelle manifestation de l'attitude des Puissances administrantes à l'égard de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et donc à l'égard du droit à l'autodétermination des habitants du Territoire sous tutelle.

Nous notons donc que l'abstention de plusieurs des membres du Conseil de tutelle au moment du vote en Assemblée sur cette Déclaration, le 14 décembre 1960, n'était pas à l'époque une faute que ces délégations aimeraient maintenant réparer. Il s'est agi d'un geste délibéré et nous constatons que le vote d'aujourd'hui sur les amendements proposés montre que l'attitude des Puissances administrantes à l'égard de ce document capital ne s'est pas modifiée malgré toutes leurs déclarations.

De plus, le refus du Conseil, ou plutôt de la majorité des membres du Conseil, d'appuyer d'autres amendements présentés par la délégation de l'Union soviétique, notamment les amendements qui ne font qu'exprimer la réalité telle qu'elle existe sur place - et je pense notamment à celui qui, s'il avait été adopté, aurait exposé le fait qu'aucun des postes vraiment importants de l'Administration du Territoire n'est occupé par un représentant des habitants autochtones - ce refus, dis-je, d'appuyer cet amendement et d'autres aussi, ce refus d'exposer la réalité telle qu'elle existe dans le Territoire sous tutelle, témoigne du désir de la majorité du Conseil d'induire en erreur l'Assemblée générale en ce qui concerne la situation existant dans le Territoire en question.

M. Fotine (URSS)

Pour conclure, je dois ajouter que la délégation de l'Union soviétique ne se fait pas d'illusions sur ce qui est possible et sur ce qui ne l'est pas, sur ce que l'on peut obtenir ou non dans un organe des Nations Unies. Notre participation au Conseil de tutelle - et c'est là l'essentiel - est la manifestation de notre désir de défendre au maximum les intérêts de la population autochtone.

M. NORRISH (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Pour commenter brièvement la première partie de la déclaration que vient de faire le représentant de l'Union soviétique, je voudrais rappeler que le document principal que le Conseil a étudié ce matin est le rapport du Comité de rédaction (T/L.1074) que le Conseil a lui-même créé. Ce Comité a été composé de représentants appartenant à la fois à des Puissances administrantes membres du Conseil et à des puissances membres mais non administrantes. De l'avis de ma délégation, ce Comité a réalisé un excellent travail et a présenté un rapport équilibré et digne d'éloges. Je voudrais, au nom de ma délégation, remercier le Comité de rédaction pour la tâche qu'il a accomplie. Je suis sûr que l'on ne saurait passer sous silence le fait témoignant que la façon dont le rapport a été reçu ce matin, constitue en elle-même un compliment pour le travail réalisé.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Afin d'éviter tout malentendu en ce qui concerne le travail du Comité de rédaction sur la Nouvelle-Guinée et malgré notre attitude généralement négative à l'égard des comités de rédaction du Conseil de tutelle, la délégation soviétique désire attirer l'attention des membres du Conseil de tutelle qui l'ont peut-être oublié sur le fait que la délégation soviétique a appuyé une série de recommandations contenues dans le rapport du Comité de rédaction, et qu'elle ne doute nullement que le Comité de rédaction a fait un travail substantiel avant de présenter son rapport au Conseil.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais, par l'intermédiaire du Président, attirer l'attention du Secrétariat sur les changements intervenus hier dans le rapport. Bien entendu, nous avons le projet de rapport tel qu'il était rédigé à l'origine, et nous avons le rapport lui-même, mais je tiens pour acquis que des modifications y seront apportées.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les modifications sur lesquelles on s'est mis d'accord hier ont été incorporées au rapport.

Les membres du Comité désirent-ils venir à bout de notre ordre du jour d'aujourd'hui en examinant le projet de résolution contenu dans le document T/L.1076?

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je ne sais pas combien de temps il nous faudra pour terminer l'examen de ce projet de résolution, et si cela ne nous prendra que quelques minutes; mais certains d'entre nous ont des rendez-vous.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Puis-je demander si certaines délégations ont des observations à faire sur le projet de résolution dont nous sommes saisis?

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne le quatrième paragraphe du préambule, je suggérerai un petit amendement grâce auquel le paragraphe se lirait :

"Notant avec regret que l'Autorité administrante n'a pas pris jusqu'ici les mesures"; puis nous remplacerions le mot "nécessaires" par le mot "suffisantes".

Mlle Brooks (Libéria)

Je voudrais demander au représentant de l'Union soviétique s'il accepte cette petite modification.

Ensuite, dans le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution je voudrais que le membre de phrase disant "le plus tôt possible" soit remplacé par "aussi promptement que possible", et que le reste du paragraphe soit supprimé. Je voudrais aussi demander la suppression des mots "Papua et". Nous parlons strictement du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée. Le paragraphe se lirait alors ainsi :

"Invite l'Autorité administrante à appliquer les dispositions de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en Nouvelle-Guinée aussi promptement que possible."

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Puis-je demander par l'intermédiaire du Président si la représentante du Libéria propose formellement ces amendements ou s'il s'agit simplement de suggestions?

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : J'ai demandé au représentant de l'Union soviétique s'il accepterait ces amendements. S'il s'y refuse, peut-être devrai-je alors les proposer de façon formelle.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je remercie la représentante du Libéria de sa précision. Au nom de la délégation soviétique, je tiens à dire que nous préférons que le texte de notre projet de résolution demeure inchangé.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Dans ces conditions, je propose formellement les amendements que je viens de suggérer au projet de résolution.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La représentante du Libéria a proposé des amendements au quatrième paragraphe du préambule et au paragraphe 2 du dispositif. Y a-t-il une délégation qui désire présenter des observations sur le projet de résolution?



M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais faire certaines observations sur le projet de résolution, qu'il soit amendé ou non.

Dans le passé, le Conseil a eu pour habitude de faire ce qu'il vient de faire, c'est-à-dire d'adopter une série de conclusions et de recommandations à soumettre à l'Autorité administrante. C'est là une procédure que mon gouvernement, en tant qu'Autorité administrante, a eu de bonnes raisons de respecter. Comme je l'ai fait remarquer l'année dernière à l'Assemblée générale, l'identité de pensée et d'effort entre le Conseil de tutelle et l'Autorité administrante a été, en vérité, très remarquable. Ma délégation regretterait vivement que le Conseil estime nécessaire, à cette étape, de changer cette procédure, et d'adopter une résolution - pour quelque raison que ce soit - au lieu d'adopter les conclusions et les recommandations suivant une procédure qui a, je peux le dire, donné de si remarquables résultats au Conseil de tutelle depuis sa création.

En outre, en ce qui concerne le projet de résolution qui nous est soumis, ma délégation estime non seulement qu'il n'est pas nécessaire mais encore qu'il est en partie incorrect.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais faire seulement deux observations.

Tout d'abord, le Conseil de tutelle, par le passé, a toujours eu pour habitude non seulement d'élaborer des recommandations semblables à celles qui nous sont présentées aujourd'hui, mais il y a eu autre chose. Je voudrais rappeler au représentant de l'Australie le projet de résolution qui fut présenté par la délégation soviétique, l'année dernière, sur la question de la fourniture gratuite d'eau potable aux habitants de Nauru, projet de résolution qui fut adopté par le Conseil.

Si le représentant de l'Australie examine le règlement intérieur du Conseil de tutelle, il trouvera plusieurs dispositions qui justifient la présentation de ce projet de résolution, par exemple l'article 58 du règlement intérieur.

Quant aux motifs pour lesquels la délégation soviétique a présenté ce projet de résolution, ils ont été expliqués au début de cette séance par le représentant de l'Union soviétique et la délégation soviétique estime inutile de répéter ces explications.

M. NORRISH (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation estime que le Conseil de tutelle se trouvera dans une situation très difficile si nous n'examinons pas et si nous n'essayons pas d'adopter un projet de résolution dans les termes généraux de celui qui nous est proposé et qui englobe à la fois les domaines de la politique, de l'enseignement et du progrès économique et social du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, puisque ces domaines sont précisément ceux visés dans les conclusions et les recommandations détaillées que le Conseil vient d'adopter par des votes sur chaque paragraphe qui ont été acquis soit à l'unanimité, soit, à tout le moins, à la majorité. Je n'ai pas examiné tous les points, dans le projet de résolution, où le contexte, tel qu'il se présente à nous maintenant, serait en conflit avec les conclusions et les recommandations adoptées par le Conseil, mais, à titre d'exemple, j'en signalerai très rapidement deux.

M. Norrish (Nouvelle-Zélande)

Au dernier paragraphe du préambule, par exemple, il est suggéré que le Conseil de tutelle note que "l'Autorité administrante détient encore tous les pouvoirs législatifs et exécutifs dans le territoire". Ce point faisait l'objet d'un amendement aux conclusions du rapport que nous venons d'étudier et cet amendement n'a pas été adopté.

Conformément au troisième paragraphe du dispositif de ce projet de résolution, le Conseil devrait demander à l'Autorité administrante d'abroger certaines dispositions des ordonnances électorales. Or, d'après les conclusions que le Conseil vient d'adopter, le Conseil recommande à l'Autorité administrante d'abroger ces dispositions, après examen avec l'Assemblée générale.

Ce sont là deux exemples de la différence importante qui sépare le texte du projet de résolution qui nous est présenté du texte des conclusions que le Conseil vient d'adopter soit à l'unanimité, soit à une majorité écrasante des voix. Il y a d'autres différences et elles seront évidentes aux yeux de deux membres de ce Conseil.

Il me semble que, si nous adoptons un projet de résolution couvrant un aussi vaste terrain, nous ne ferions qu'adopter, sous la forme d'une résolution, des conclusions et recommandations que nous avons passé cette matinée à adopter sous une autre forme. Je ne pense pas qu'il soit possible de nous mettre d'accord sur un projet de résolution quelconque qui, dans ce domaine, différerait de ce que nous avons adopté ce matin. C'est une tentative qui nous prendrait beaucoup de temps, beaucoup d'efforts et qui ne me semble pas digne de cet effort, étant donné que nous venons d'adopter un texte qui correspond à ce que le Conseil de tutelle désire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois comprendre que le Conseil désire passer maintenant au vote sur le projet de résolution qui figure au document T/L.1076.

Je mets d'abord aux voix l'amendement au quatrième paragraphe du préambule, qui consiste à supprimer le mot "nécessaires" et à le remplacer par le mot "suffisantes".

Par une voix contre zéro, avec 6 abstentions, cet amendement est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais mettre aux voix l'amendement au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution qui consiste à supprimer les mots "au Papua et", à la deuxième ligne, à remplacer l'expression "le plus tôt possible" par le mot "rapidement", à mettre un point après le mot rapidement et à supprimer la fin de la phrase.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je demande un vote par division sur cet amendement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix la proposition de supprimer les mots "au Papua et".

Par 6 voix contre 1, avec 1 abstention, l'amendement est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix l'amendement consistant à remplacer l'expression "le plus tôt possible" par le mot "rapidement".

Par 1 voix contre zéro, avec 6 abstentions, cet amendement est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix la suppression la fin du paragraphe 12 ainsi conçue : "et en tout cas avant le vingtième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies".

Par 4 voix contre 1, avec 3 abstentions, cet amendement est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix le projet de résolution T/L.1076 tel qu'il vient d'être amendé.

Par 5 voix contre 2, avec 1 abstention, le projet de résolution T/L.1076, est rejeté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : L'article 64 du Règlement intérieur du Conseil de tutelle prévoit que :

"Si un membre en fait la demande, un exposé de l'opinion de la minorité peut être joint à un rapport ou à une recommandation du Conseil de tutelle."

Au nom de la délégation soviétique, je demanderai que, conformément à cet article 64, le texte du projet de résolution T/L.1076 présenté par l'Union soviétique et qui vient d'être rejeté par la majorité du Conseil de tutelle, soit inséré dans le rapport du Conseil en qualité d'opinion de la minorité. Je demande

que ce texte soit joint au rapport, après les recommandations du Conseil de tutelle relatives au développement politique du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée.

M. DOISE (France) : Je voudrais expliquer très brièvement le vote que ma délégation vient d'émettre et qui correspond à notre conception générale en matière de décolonisation.

Si la France approuve le principe de l'émancipation des territoires encore dépendants - et personne ne pourra nier qu'elle en ait fait la preuve dans le passé - il nous paraît néanmoins nécessaire de respecter des délais indispensables à la mise en place des structures constitutionnelles et administratives appropriées qui sont la condition essentielle à la survie des futurs Etats. Nous considérons également que cette nécessité s'impose d'autant plus lorsqu'il s'agit de territoires pauvres et d'une structure physique défavorable, comme c'est le cas de la Nouvelle-Guinée que nous venons d'étudier.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale a été établi suivant la procédure régulière; il comprend une section où sont décrites les conditions prévalant dans le territoire, section divisée par sujet; en annexe à chacune des sections du rapport du Conseil, ont été reproduites les recommandations et conclusions du Conseil sur chaque point particulier. Cette section est suivie d'un résumé des opinions des membres du Conseil et ce résumé représente le moyen de reproduire le point de vue minoritaire.

Je suppose que cet exposé des vues de la minorité, demandé par l'Union soviétique, peut se trouver dans cette partie du rapport de Conseil de tutelle, comme ce fut le cas au cours des années précédentes.



M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Lorsque le Règlement intérieur a été élaboré, le Conseil de tutelle s'était inspiré de considérations très précises à propos de chacun des articles; il avait à cet égard des opinions très nettes et il est indiscutable que ceci s'applique à l'article 64.

Au cours de son existence, le Conseil de tutelle a adopté une série d'amendements à son Règlement intérieur; mais il n'a jamais adopté un amendement modifiant la forme ou le fond de l'article 64 de son Règlement. La tradition dont s'était inspiré le Conseil de tutelle lorsqu'il élabore son rapport à l'Assemblée générale ne figure pas dans le Règlement intérieur. C'est une tradition qui s'est établie par l'accord des membres du Conseil. Il est naturel que les membres du Conseil puissent, à tout moment, exprimer le vœu que la forme sous laquelle le rapport est présenté à l'Assemblée générale soit changée.

M. Potine (URSS)

Ainsi, la délégation de l'Union soviétique estime qu'elle a entièrement le droit, en tant que membre du Conseil, de demander, comme le prévoit l'article 64 du règlement intérieur, qu'un document exposant l'opinion de la minorité - à savoir le projet de résolution T/L.1076 sous sa forme initiale, présenté par la délégation de l'Union soviétique et rejeté par le Conseil de tutelle - soit inclus dans la partie du rapport où nous demandons qu'il soit placé, c'est-à-dire après les recommandations du Conseil de tutelle relatives au progrès politique du territoire sous tutelle.

Maintenant, on dit que l'opinion de la minorité est déjà exprimée dans une partie du rapport. Je dois faire observer, comme chacun le sait et comme le Secrétariat le sait, que, dans cette partie du rapport, on trouve non seulement exprimée l'opinion de la minorité, mais les opinions individuelles de tous les membres du Conseil. De cette manière, si nous suivons cette procédure, la minorité ne pourra exprimer son opinion sur tel ou tel point.

Dans ces conditions, je demande à nouveau, conformément à l'article 64 du règlement intérieur, que l'on insère dans le rapport le projet de résolution qui figure dans le document T/L.1076, sous sa forme non amendée, en tant qu'opinion de la minorité, et je demande qu'il soit inclus dans la partie du rapport qui contiendra les recommandations du Conseil sur le progrès politique du Territoire sous tutelle.

M. NORRISH (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je ne suis pas absolument sûr de très bien comprendre ce que veut le représentant de l'Union soviétique. Il me semble pourtant qu'il demande essentiellement deux choses : tout d'abord, que le texte du projet de résolution soit inséré dans le rapport du Conseil de tutelle; en second lieu, qu'il soit placé dans la section du rapport qui a trait au progrès politique. Il me semble qu'il serait normal que le rapport du Conseil reflète la discussion qui a eu lieu à propos du projet de résolution, et je suppose qu'en un certain point du rapport, il serait indiqué qu'un projet de résolution, dont le texte suivrait, avait été présenté par l'Union soviétique, qu'une discussion avait eu lieu à son sujet, que certains représentants avaient fait des commentaires, que des amendements avaient été soumis et adoptés,

M. Norrish (Nouvelle-Zélande)

qu'un vote avait eu lieu sur le projet de résolution amendé et que ledit projet avait été rejeté lors de sa mise aux voix. Il me semble que ce serait la procédure normale, et que ce texte devrait être inclus dans la partie appropriée du rapport du Conseil.

Ceci m'amène à la question de l'endroit où devra se placer cette section. Il ne conviendrait pas, à mon avis, de l'insérer dans le chapitre du rapport relatif au progrès politique. Tout d'abord, c'est en réalité une partie essentielle des débats du Conseil qui ne touche pas uniquement le progrès politique; deuxièmement, si je ne m'abuse, il y a dans le projet de résolution lui-même une disposition qui touche un sujet plus vaste que le progrès politique. Je veux parler du paragraphe où l'on invite le Secrétaire général à donner certaines instructions au Directeur du Centre d'information des Nations Unies à Port Moresby. Si je ne me trompe, et à supposer que le rapport comporte un compte rendu détaillé des discussions relatives à ce projet de résolution, il me semble que ce compte rendu devrait figurer ailleurs que dans la section qui a trait au progrès politique. J'espère que je suis dans le vrai également en supposant que le compte rendu des délibérations liées à ce projet de résolution contiendrait les vues exprimées de part et d'autre.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : De l'avis de la délégation soviétique, c'est une question très importante qui est en jeu en l'occurrence : il s'agit des droits des membres du Conseil de tutelle. Ce que vient de dire le représentant de la Nouvelle-Zélande ne saurait en rien empêcher une délégation de présenter au Conseil, conformément au règlement intérieur qui régit nos travaux, une des demandes qui sont visées à l'article 64 de ce règlement. Ainsi, compte tenu de ce qu'a dit le représentant de la Nouvelle-Zélande, je répète que son explication ne saurait en rien porter atteinte au droit d'un membre du Conseil de tutelle - la délégation de l'Union soviétique en l'espèce - d'agir conformément au règlement intérieur - l'article 64 en l'occurrence - et de présenter au Conseil la demande que ma délégation a formulée.

M. KIANG (Chine). (interprétation de l'anglais) : Pour faciliter les travaux du Conseil, je suggère que nous prenions deux décisions. L'une sur le point de savoir si l'exposé de l'opinion de la minorité doit être joint au rapport, et je crois que, si la demande en est faite, il conviendrait de l'y insérer. L'autre décision devra porter sur la question de savoir où, dans le corps du rapport, devra se placer cet exposé, et je suis pleinement d'accord avec le représentant de la Nouvelle-Zélande pour penser qu'il devrait figurer vers la fin du chapitre sur la Nouvelle-Guinée plutôt que dans le chapitre relatif au progrès politique, pour la simple raison que le projet de résolution couvre de nombreux sujets. Ceci étant, j'approuve entièrement la déclaration du représentant de la Nouvelle-Zélande.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais revenir à la question soulevée par le représentant de la Nouvelle-Zélande lorsqu'il a mentionné le paragraphe 4 du projet de résolution de l'Union soviétique. Quand on en lit le texte, il est évident que le paragraphe 4 est un paragraphe secondaire, d'exécution en quelque sorte. Il propose en effet les méthodes grâce auxquelles les dispositions essentielles du projet de résolution, c'est-à-dire les paragraphes 1, 2 et 3, pourront être portés à l'attention de la population du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée. Il s'agit en somme des mesures d'exécution. J'insiste donc sur ma première proposition, à savoir que l'opinion de la minorité doit être exposée après le chapitre du rapport concernant le progrès politique.

M. NORRISH (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : J'espère que le représentant de l'Union soviétique comprend parfaitement que je ne tente aucunement de nier son droit de voir ses vues - vues minoritaires - exprimées dans le procès-verbal résumé. Le point auquel je pense est celui de l'endroit où se placera le chapitre contenant ces vues minoritaires. Il me semble que le rapport du Conseil devra contenir un passage exclusivement consacré aux discussions qui se sont déroulées ce matin à propos du projet de résolution. Je ne pense pas qu'il convienne que cette partie du rapport figure sous le chapitre relatif au progrès politique : tout d'abord parce qu'il serait, je pense, inhabituel dans le rapport de quelque organisme que ce soit, d'avoir, dans un chapitre limité, une mention d'un débat de procédure qui s'est instauré dans un contexte différent, dans le contexte de la discussion générale; en second lieu, parce qu'il me semble, quelles que puissent être nos opinions sur le paragraphe 4 du projet de résolution, que la résolution touche de manière incontestable à plus d'une partie des conclusions qui ont maintenant été adoptées. Sans aucun doute, la résolution a trait en grande partie au chapitre intitulé "Progrès politique". Il me semble, cependant, qu'il est également indéniable qu'elle a trait - plus encore peut-être, mais certainement pour une part également importante - au chapitre VI intitulé "Fixation d'un délai définitif et d'étapes intermédiaires pour l'accession à l'autonomie et à l'indépendance".

C'est pourquoi il me semble qu'il serait préférable de donner un compte rendu du débat qui s'est instauré - et de, manière générale, chaque fois qu'un exposé des vues de la minorité est demandé - dans une section distincte. C'est ainsi par exemple que dans la déclaration que j'ai faite à propos de la résolution, je n'ai pas parlé seulement d'une question de progrès politique, mais encore d'une question beaucoup plus vaste que celle-là. Elle se rapportait sans doute au progrès politique, ainsi qu'à la fixation d'un délai et d'étapes pour l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance, mais beaucoup plus encore, elle posait le point de savoir si la résolution était ou non appropriée, compte tenu du fait que le Conseil avait adopté une déclaration complète de conclusions et recommandations et, pour ma part, je n'estimais pas qu'un résumé de ces opinions trouverait la place qui lui convienne dans un chapitre intitulé "Progrès politique".



M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais simplement dire que je m'associe à l'opinion que vient d'exprimer le représentant de la Nouvelle-Zélande.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : On a proposé d'une part qu'un compte rendu des discussions sur le projet de résolution de l'Union soviétique figure à la fin du chapitre concernant la Nouvelle-Guinée et, d'autre part, qu'il soit inséré dans la partie du rapport relative à la Nouvelle-Guinée, après le chapitre concernant le progrès politique. Permettez-moi de suggérer de laisser pour le moment cette question en suspens; le Président, en collaboration avec le Secrétariat, préparerait un projet résumant la discussion et la résolution qui a été présentée, et la question serait à nouveau soumise au Conseil sous la forme d'un projet bien précis.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma seule observation sera la suivante : nous voudrions vous demander, Monsieur le Président, de bien vouloir tenir compte de la demande de la délégation soviétique que le texte du projet de résolution soit reproduit in extenso et non sous une forme résumée. Tel est le point de vue de la délégation soviétique.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Cette question sera également soumise au Conseil lorsque celui-ci se préoccupera à nouveau de l'ensemble du rapport.

Je vous propose de nous réunir vendredi 19 juin parce que, pour le moment, aucun autre rapport des comités de rédaction n'a été distribué au Conseil. Je ne puis encore vous dire si notre séance se tiendra vendredi matin ou vendredi après-midi. Je demande aux membres du Conseil de bien vouloir consulter le Journal pour connaître l'heure exacte.

La séance est levée à 13 h 55.